LE TRAVAIL DECENT, ENTRE L'ADORATION DU VEAU D'OR ET LE SACRIFICE HUMAIN

Le souci de la décence des conditions de travail est présent depuis longtemps dans nos sociétés. C'était une préoccupation essentielle des guildes et corporations au moyen âge, et une des bases des analyses de Karl Marx au 19ème siècle. L'amélioration importante des conditions sociales au 20ème siècle ne doit pas faire oublier la piètre qualité des conditions sociales dans l'économie coloniale ou l'économie globalisée et « outsourcée » qui lui a largement succédé, ni les menaces récurrentes qui subsistent dans nos pays. Ces problèmes sont la conséquence de choix explicites ou implicites, dont certains correspondent à des réminiscences archaïques qu'il nous faut au moins analyser, pour pouvoir les dépasser.

A Les principes de l'économie de marché

Les marchés sont aujourd'hui fort éloignés tant de l'optimum économique que du fonctionnement dans l'intérêt général, mais la pensée unique soutient toujours la maximisation des profits comme objectif souverain, sous prétexte que les profits seraient toujours de la création de valeur, (ils seraient « les investissements de demain et les emplois d'après-demain »), donc toujours positifs les conditions dans lesquelles ils sont obtenus étant de peu d'importance ; si l'éthique et les régulations risquent de freiner les profits, elles devraient donc passer au second plan.
Adam Smith et les autres pères fondateurs de l'économie de marché avaient pourtant montré que les profits correspondaient à une création de valeur – et à ce titre étaient socialement légitimes – si et seulement s'ils étaient réalisés dans des marchés où régnaient la concurrence et la transparence.
Dans de nombreux secteurs, la concurrence et la transparence de l'information sont pourtant singulièrement absentes, et une grande part des profits vient de manipulations de marché, d'information mensongère, de spéculation stérile. De nombreux acteurs économiques soutiennent aujourd'hui que ni les régulations, ni l'éthique ne doivent être un frein à la créativité, et revendiquent de plus des protections d'Etat qui prennent les formes les plus diverses, allant du subside simple à la non tarification des externalités (dégradations et nuisances), et à la protection des positions dominantes, sous prétexte de défense de « champions nationaux » ou de protection de l'emploi.
Les dupes sont les travailleurs et les consommateurs, qui devraient pourtant être la raison d'être de l'économie et des marchés, comme le soulignaient déjà les pères fondateurs.

B L'éthique évanescente

Contrairement à ce qu'en disent certains, l'économie de marché à des fondements éthiques, et son dysfonctionnement aussi. Adam Smith a basé son argumentation en faveur de la main invisible guidant le marché sur les aspects moraux d'un marché où règne la transparence de l'information et la concurrence, ce qui justifie socialement le profit comme une création de valeur. Max Weber a attribué aux vertus morales du protestantisme (en fait, du puritanisme) la supériorité de l'économie anglaise ou anglo-saxonne. Cette éthique a fortement faibli dès la seconde moitié du 19ème, ce qui provoque alors de nombreuses prises de conscience et critiques. Après quelques crises de 1880 à 1905, apparaissent aux Etats-Unis diverses réglementations et agences de régulation, soutenues par Théodore Roosevelt, qui dénonçait les « *malefactors of great wealth* » ; en 1907 apparaît le *Sherman Act* qui permet de combattre les trusts et monopoles. Après la guerre de 1914, le système s'emballe et culmine (au départ du monde anglo-saxon et surtout de New York) par les excès spéculatifs des années 1920, et débouche sur la crise des années 1930. L'analyse des causes de cette crise amène une deuxième vague de régulation sous Franklin Roosevelt, qui équivaut à une solide couche de moralisation. Ces régulations ont ensuite été détricotées et les bénéfices sont redevenus un objectif en soi. On a de nouveau affirmé qu'il était « naturel d'être honnête et éthique » et qu'il ne fallait surtout pas légiférer à cet égard.
On peut s'interroger sur le fait de savoir si les comportements économiques sont plus ou moins éthiques qu'il y a cent ans, mais en fait, particulièrement depuis les années 1980, l'absence d'éthique et la franche malhonnêteté sont devenues très rentables, particulièrement dans les marchés financiers. Les conflits d'intérêt y sont légion et très mal gérés, tandis que les informations tronquées ou fallacieuses y sont répandues.

C L'idolâtrie financière

Depuis le haut moyen âge, le développement économique en Europe adopte un schéma similaire. Diverses villes et régions connaissent une prospérité basée sur des combinaisons variables d'industrie et de commerce. Lorsque la prospérité des marchands atteint un certain niveau, elle permet de dégager des surplus financiers qui leur permettent de se spécialiser dans des activités financières, avec un surcroît de prospérité, jusqu'au moment où elles précipitent le déclin et la ruine de la Cité.
Ce schéma a caractérisé l'activité de nombreuses villes italiennes, de Sienne et Florence à Gênes, celle d'Amsterdam aux 17ème et 18ème siècles, et de Londres aux 19ème et 20ème siècles. Les problèmes financiers et le déclin relatif de ces villes étaient souvent précipités par la faillite des emprunteurs (souvent des souverains) qu'ils avaient financés, et/ou la faillite de quelque spéculation. Londres et New York au 20ème/21ème siècles pourraient s'inscrire dans ce schéma.

Notons aussi que Venise et Anvers ont été des exceptions ; Venise parce que ne s'étant jamais vraiment adonnée à la finance mais plutôt à la rente foncière et agricole en Vénétie, a connu un déclin particulièrement lent. Anvers a inventé de nombreux métiers financiers et était encore en plein essor économique, industriel, commercial et financier lorsqu'elle fut victime des guerres de religion, et dû passer le relais à Amsterdam.

Les milieux d'affaires et les pouvoirs publics gardent une fascination curieuse pour les activités financières. Ceci vient peut-être de la proximité naturelle et parfois malsaine des financiers et des politiques ; peut-être aussi de l'association d'idées entre les périodes de grande prospérité et l'activité financière – bien que le lien de causalité doive sérieusement être relativisé.
La part des activités financières dans le PNB aux Etats-Unis est passée d'environ 5% à plus de 15% en trente ans, et la part du secteur financier dans les profits a augmenté encore plus. Ceci a été de pair aux Etats-Unis avec des déséquilibres de tous ordres, tant intérieurs qu'extérieurs, et une croissance accélérée de l'endettement. Les pays européens connaissent des évolutions similaires, mais de moindre amplitude. Les pays émergents sont moins ouverts aux activités financières, mais des pressions politiques (qui rappellent les guerres de l'opium : pour mémoire il s'agit des guerres menées au milieu du XIXème siècle par les Occidentaux pour imposer à l'Empire chinois les bienfaits de la « liberté du commerce », ce qui en pratique signifiait imposer la vente libre de l'opium dont les autorités chinoises essayaient de préserver leur peuple) visent à les obliger à ouvrir leurs économies aux « bienfaits » de la finance internationale. Les privatisations en Russie ont été menées « via la bourse », en dépit de tout bon sens et avec les conséquences que l'on sait, sous pression et au bénéfice (entre autres) des banques d'affaire américaines. En 2000-2002, l'éclatement de la bulle Internet, le gigantesque krach des valeurs technologiques initiait une récession économique de ce secteur et de l'économie en général.
Dans un article publié le 15 janvier 2002, l'éditorialiste du *New York Times*, Paul Krugman soulignait que « la débâcle d'Enron n'est pas (seulement) l'histoire d'une simple faillite d'entreprise, mais bien celle de la faillite de tout un système ». Selon Krugman, l'affaire Enron a révélé que les institutions gouvernant l'économie capitaliste, la régulation des pratiques comptables, les vérificateurs indépendants, les lois régissant les titres et le marché financier, et les interdictions contre les délits d'initiés ont été corrompues, contournées, ignorées. De nombreux dirigeants et anciens dirigeants publics et privés américains (de Paul Volker, ancien président de la Federal Reserve à Felix Rohatyn, ancien patron de la Banque Lazard) dénonçaient les agissements d'acteurs du marché financier, notamment les banquiers d'affaires. Ils réclamaient des réformes en profondeur. Leurs demandes se heurtèrent au lobby financier. Aucune réelle régulation additionnelle ne fut imposée aux banques, les cabinets d'audit servant de seuls boucs émissaires.
La crise de 2001-2002 avait succédé à la crise de la dette des pays en développement au cours des années 1980, à celle ensuite des rachats par endettement (LBO), au scandale des caisses d'épargne aux Etats-Unis (*Savings and Loans*) du début des années 1990, suivi par la crise du fonds spéculatif LTCM (*Long term capital management*) et aux perturbations sévères en Asie en 1997-1998.
Après la crise de 2001-2002, vient en 2007-2008 une crise bancaire sans beaucoup de précédents. Dans son rapport semestriel du printemps 2008, le Fonds Monétaire international dénonçait une « *prise de risque excessive* » et un « *manque de rigueur* » au sein des banques.

Et pourtant, la croyance demeure dans la résilience du système, c'est-à-dire sa capacité supposée à absorber les chocs à répétition. Alors qu'en fait, à chaque fois, ce sont les pouvoirs publics et banques centrales qui sont venus subventionner les marchés et les excès du capitalisme, en évitant les sanctions et encourageant de ce fait des malversations et manipulations financières croissantes. A chaque fois, les appels à la mise en place de règles et de garde-fous contre les excès des marchés se sont heurtés au dogme de la pensée unique : les marchés, nous dit-on, sont capables de s'autoréguler, et des réglementations contraignantes pourraient entraver la créativité des opérateurs…
Ces crises à répétions sont dues à l'asymétrie des risques à tous niveaux, à une gestion des marchés par des opérateurs principalement occupés à réaliser des profits à n'importe quelle condition et sans mesure correcte du risque, à la faiblesse de la gouvernance des banques incapables de maîtriser leurs risques ni l'impact de systèmes aberrants de rémunération sur ceux-ci.
La généralisation des bonus à la performance dans les marchés financiers représente un danger pour la société dans son ensemble. Par contagion, elle a depuis trente ans induit une généralisation de la rémunération à la « performance » dans un nombre croissant de métiers et d'activités. Ceci est préoccupant : cette course à la performance financière pousse à la négligence des autres critères de gestion et d'évaluation.

La facilité de mesures de « performance » dans les marchés financiers permet à ceux-ci d'agir comme un aimant pour les meilleurs talents, fait de la cupidité un critère de sélection des dirigeants, et la concentration de richesse permet au secteur d'obtenir à son avantage des législations, règlements et protections qui y concentrent encore plus la richesse.

Monétisation des valeurs et retour de la rente

Mentionnons aussi le cas particulier de la propriété intellectuelle, qui permet l'apparition de rentes de situation injustifiées et nuisibles d'un point de vue économique (la science économique est presque née de la critique de la rente) et d'un point de vue culturel. La prolongation de droits d'auteurs à cinquante ans et plus après leur mort n'encourage en rien la création (la valeur actuelle de droits d'auteur cinquante ans après sa mort a pour un auteur une valeur négligeable) mais valorise simplement les portefeuilles de conglomérats multimédias qui alimentent des lobbies efficaces. De façon générale, ceci s'inscrit dans le perversion des valeurs de notre société ; on veut nous faire croire que nos activités, tant professionnelles que culturelles, artistiques ou académiques, ne sont et ne peuvent êtres motivées que par le souci de gagner de l'argent et que l'on est d'autant plus efficace et créatif qu'on est fort rémunéré.

D Le goût du Sacrifice

Les sociétés antiques pratiquaient le sacrifice, pour des raisons liées à la célébration des mécanismes de survie de la horde (qui doit parfois s'enfuir en abandonnant les plus faibles), ou à des croyances religieuses en des dieux terribles, avides du sang d'innocentes victimes, ou encore à la nécessité de régulièrement évacuer les tensions en rejetant les fautes sur une victime expiatoire, le « bouc émissaire ».
Nous aimons penser que ces temps sont révolus.
Diverses religions sont imprégnées de principes de justice et d'amour, mais les institutions qui s'en prévalent ne renoncent cependant pas à y trouver une apologie du sacrifice qui permet d'utiliser des schémas connus et de faciliter la diffusion d'idées simples ; au risque d'encourager la violence, car le sacrifice enferme dans la logique de violence. Les marchés fonctionnent d'ailleurs sur des mécanismes d'imitation qui mènent à la violence et au sacrifice, la religion des marchés n'est donc pas différente des autres.
Les autorités civiles éclairées ont prétendu nous délivrer des conséquences funestes de l'aveuglement obscurantiste. Elles ont pourtant aussi requis des sacrifices importants au cours des siècles, résultant de l'arbitraire et des caprices de dirigeants, de diverses formes de volonté de conquête ou encore du nationalisme et de sa forme suicidaire, le patriotisme (la meilleure définition d'une patrie étant qu'elle demande des sacrifices), le « nationalisme-patriotisme économique » en étant la version actuelle la plus répandue

Une des composantes du nationalisme économique est le productivisme, apparu au 19ème siècle, époque où tout semblait acceptable pour l'accroissement de la production et du profit capitalistique. Tout, même l'exploitation d'enfants qui ramenait le productivisme au niveau sacrificiel le plus primitif. Le productivisme est aujourd'hui plus policé dans sa forme dans nos pays, mais n'a pas perdu sa capacité à demander des sacrifices. Même si les courants philosophiques du continent restent colorés d'une foi en une suprématie de la Raison et d'un pouvoir public idéal, le PNB et la croissance s'y imposent cependant aussi comme objectif suprême sous la pression combinée du succès matériel du productivisme et de l'effondrement des idéologies alternatives.

Même les courants politiques qui visent à protéger les plus faibles et organiser les solidarités considèrent qu'ils ont besoin d'argent pour cela, et donc implicitement ou explicitement le couple PNB-profits devient aussi leur objectif premier. Dans nos pays aujourd'hui les profits sont le moteur des lobbys ; ils sont les nouveaux dieux auxquels on sacrifie des victimes, de préférence innocentes.

E Perspectives

Il est donc important que notre société redevienne capable de sortir de la prédominance du financier, se rappelle que les gens ne travaillent et ne créent pas uniquement pour l'argent, qu'on peut être artiste ou chercheur productif, sans être obnubilé par ses droits d'auteur. Les innombrables mouvements bénévoles, Linux et les plateformes ouvertes, Wikipédia, sont là pour nous le rappeler tous les jours. Si on cesse de surpayer les patrons, on trouvera comme avant des gens pour gérer les sociétés sans donner la priorité à leur intérêt financier personnel, et les sociétés n'étaient pas plus mal gérées avant. Pour en arriver à cela, il faut que nous soyons capables d'identifier les disfonctionnements actuels et d'en débattre. Il est en tout cas important de prendre conscience de la persistance de ces archaïsmes d'adoration des veaux d'or et de tolérance des sacrifices humains, qui font régulièrement obstacle au progrès de la vie en société, et au travail décent comme valeur universelle.
Les améliorations que l'on peut espérer pour l'avenir nécessiteront un ensemble d'éléments. Une amélioration de la gouvernance publique est nécessaire, parce que seules les institutions publiques gérées dans un souci d'intérêt général pourront appliquer les règles nécessaires. Mais pour cela, il faut que le politique démontre une capacité de gestion qui transcende la « particratie », l'électoralisme et les clientélismes.
Il est important également que nous retrouvions à tout niveau de la société la capacité de fonctionner dans des institutions répondant à d'autres règles que le productivisme commercial. La capacité d'ONG mais aussi de coopératives économiques et d'entreprises à finalité sociale à pratiquer la bonne gestion et à démontrer leur légitimité sera, à cet égard aussi, essentielle.
Les réflexions relatives à la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) peuvent aider à mieux diriger l'action des entreprises commerciales au bénéfice de l'utilité économique, mais seulement à condition que les normes de la RSE soient clairement définies et leur application contrôlée, et l'action législative est indispensable pour sortir de l'actuel schéma d'une RSE volontaire qui ressemble trop souvent à de la propagande (du « *greenwashing* »).
Enfin, que ce soit pour aider à lutter pour le travail décent ou pour améliorer la gouvernance, tant privée que publique, les organisations de travailleurs ont un rôle très important à jouer, tant via les organes de gestion des entreprises (conseil d'entreprise ou conseil d'administration) que dans les autres organes de concertation sociale, et à travers les fonds de pension, dont les syndicats sont souvent co-gestionnaires.

Ces fonds de pension, qui sont probablement les principaux investisseurs institutionnels dont on peut espérer qu'ils seront un jour incités à demander que des normes claires de RSE soient appliquées dans les entreprises dont ils sont actionnaires, se comportant ainsi comme des investisseurs socialement responsables, allant voter aux assemblées générales et aidant à inscrire les objectifs des entreprises dans un long terme qui minimise les nuisances, en privilégiant l'épanouissement des êtres plutôt que leur sacrifice.
Il s'agit aussi d'harmoniser durablement le capital et le travail, qui sont alors tout à la fois l'expression et le garant de la liberté de l'Homme.

Eric De Keuleneer.